



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Crise agricole

Question au Gouvernement n° 1146

### Texte de la question

#### CRISE AGRICOLE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Marine Hamélet.

**Mme Marine Hamélet** . Sur la question agricole, plus personne n'est dupe. La lettre ouverte du premier ministre aux agriculteurs, publiée le 4 janvier 2026, n'a trompé absolument personne. Chacun y a lu en filigrane ce qui se prépare au niveau européen, malgré le très mauvais jeu d'acteur de la Macronie, auquel vous avez, hélas, pris part.

La signature de l'accord avec le Mercosur n'est malheureusement plus qu'une question de temps, malgré l'opposition de façade mise en scène par le président de la République lui-même. Cet accord signe l'arrêt de mort de plusieurs milliers d'exploitations agricoles françaises. Les pseudo-clauses de sauvegarde, les clauses miroirs que vous agitez comme un hochet, n'y changeront rien – ça, tout le monde le sait.

Personne n'est dupe. Nous assisterons inévitablement, pour la troisième année consécutive, à une révolte paysanne légitime dont les revendications sont portées depuis plus de huit ans. Pourtant, aucune réponse concrète et durable n'a été apportée à ces revendications.

Comble de l'ironie, le premier ministre l'a lui-même avoué lorsqu'il a expliqué que les arrêtés suspendant certaines importations ne seraient qu'une première étape – une première étape, alors que cela fait huit ans que vous êtes au pouvoir ! Mais de qui se moque-t-on ?

D'ailleurs, comment pensiez-vous tromper qui que ce soit avec une lettre aussi faussement obséquieuse, quand, il y a un mois à peine, des blindés étaient déployés face aux agriculteurs, et qu'il y a une semaine encore, un agriculteur était mis en joue par les forces de l'ordre ? Cette scène a choqué la France entière ! Vous poussez le « en même temps » macroniste au-delà de toute décence.

Personne n'est dupe de l'objectif de cette lettre, qui vise à gagner du temps pour ne jamais agir. Ma question aurait pu être : comment comptez-vous sauver l'agriculture française ? Toutefois, face à votre cynisme politique, j'ai simplement envie de vous demander si vous avez conscience que vous êtes en train de la tuer. C'est une responsabilité qu'il vous faudra assumer devant l'histoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

**Mme Annie Genevard**, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire* . Je ne commenterai pas la teneur et le ton de vos propos. L'excès est la marque de fabrique de votre groupe.

Vous connaissez ma position sur le Mercosur. Je n'ai cessé de la réaffirmer, de même que le premier ministre et

le président de la République : le projet d'accord signé à Montevideo par la présidente de la Commission européenne est inacceptable.

**M. Sébastien Chenu** . Vous l'acceptez quand même !

**Mme Annie Genevard, ministre** . Trop de filières – le bœuf, la volaille, le sucre, l'éthanol, le miel – seront exposées à des désordres de marché. La clause de sauvegarde, que vous balayez d'un revers de main, a été travaillée par les acteurs du secteur,...

**M. Jean-François Coulomme**. McKinsey ?

**Mme Annie Genevard, ministre** . ...les professionnels du syndicat européen de la Copa-Cogeca. Si elle était adoptée par le Parlement, le 19 janvier, elle constituerait un outil très puissant pour nous protéger, non seulement si l'accord était signé avec les pays du Mercosur – ce que je ne souhaite pas –, mais aussi pour tous les accords de libre-échange à venir.

La signature de cet accord par la présidente de la Commission européenne n'est pas actée. Nous avons continué notre travail pour agréger à la position française d'autres pays de l'Union européenne. Ensuite, l'histoire ne s'arrête pas là. Je pense que vous avez pris vos renseignements : quand bien même le Conseil européen adopterait l'accord avec le Mercosur, c'est ensuite le Parlement européen qui devra se prononcer sur cet accord, avant sa ratification.

En tout état de cause, l'histoire n'est pas écrite et le combat n'est pas terminé. Ce qui importe – et je vous rejoins sur ce point –, c'est de protéger nos agriculteurs. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Marine Hamelet](#)

**Circonscription** : Tarn-et-Garonne (2<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1146

**Rubrique** : Agriculture

**Ministère interrogé** : Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire

**Ministère attributaire** : Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 7 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 janvier 2026